

TEST CF Item = Barcode Top - Note at Bottom =
CF_Item_One_Barcode_BC5-Top-Sign-narrow

Page 3
Date 02/Dec/2004
Time 10:06:25 AM
Login Name Margaret Girge



CF-RAI-USAA-DPP-LIB-2004-00116

Expanded Number **CF-RAI-USAA-DPP-LIB-2004-00116**

External ID **CF-LIB-U1.1 REM 1983 - 90001100- P03**

Title

**40,000 ENFANTS PAR JOUR Vivre la Cause de l UNICEF - scanned copy
Part 3 of 3 see also . COLOUR PAGES ONLY OF PHOTOS ETC**

Date Created
01/Jan/1983

Date Registered
02/Dec/2004 at 9:28 AM

Date Closed

Primary Contact
Owner Location
Home Location
Current Location/Assignee

**Library & Special Collections Related Functions
Library & Special Collections Related Functions
At Home Location: Library & Special Collections Related Functions**

F12: Status Certain? **No**
F13: Record Copy? **No**
at, Internal Rec or Rec Copy

Contained Records
Container

Number 3

Field 1

Field 2

Full Classification Number

Published

Field 3: Doc Type - Forma

Field 1: Date First Publish

Priority

Record Type **A01 DPP-LIB ITEM**

Source Document

Document Details **Record has no document attached.**

Record Number = RAMP-TRIM Record Number: **CF-RAI-USAA-DPP-LIB-2004-00116**

Notes

2 SIDED
SCAN
2

Print Name of Person Submit Image

Edward Ramirez

Signature of Person Submit

Number of images
without cover

65

Lorsque je parle du Vietnam de 1975, tout le monde pense que j'ai assisté à la fin de la guerre entre le Nord et le Sud, que j'ai vécu sur place une période de risques et de terreur. Période faite de cris d'artillerie, d'ululements de bombes, de crépitements incessants d'armes automatiques.

Eh bien, non : de juillet 1975 jusqu'au milieu de l'année 1977, j'ai connu au contraire une longue période de rémission, de paix; celle qui régnait alors à Hanoi et dans tout le pays. Après quelques semaines de combats, le Sud avait été conquis; Saïgon était devenu Hô Chi Minh-Ville et le Vietnam ne formait plus qu'une seule nation. Qu'on le croie ou non, les rues d'Hanoi, le soir et la nuit, étaient les rues les plus paisibles, les plus sûres du monde. Témoins mes longues marches de réflexion, seul ou avec des amis, sur les boulevards à peine éclairés, à n'importe quelle heure.

J'avais intensément suivi, à New York puis à Alger, la guerre acharnée qui avait opposé pendant des années les deux Vietnam, l'horreur des combats et des bombardements, notamment les raids massifs des fameux B 52, qui avaient ensanglanté la Noël de 1972. La télévision américaine n'hésitait pas à montrer des images réalistes. Je haïssais ce que je voyais et entendais. Ces images m'avaient heurté et terrifié, mais je ne les avais pas vécues.

A partir de 1975, à Hanoi, j'ai partagé l'existence d'hommes et de femmes qui me parlaient de leur peur et de leur angoisse des années précédentes comme s'ils les avaient éprouvées la veille. On m'a raconté mille fois les scènes de terreur et d'héroïsme des défenseurs qui protégeaient avec leurs canons la vie de la capitale du Nord-Vietnam. Les traces de cette lutte étaient partout présentes : quartiers anéantis, poutres brûlées, installations industrielles détruites. « C'était nécessaire, disent les vaincus d'aujourd'hui. Nous devons le faire pour mettre le nationalisme vietnamien à genoux, pour le forcer à se renier. » Ils avaient échoué. Les Nord-Vietnamiens en gardaient, eux, une farouche fierté : fierté d'avoir survécu, d'avoir « encaissé » le pire et de vivre à présent avec le souvenir d'une Histoire indépendante.

Cette Histoire n'avait été, depuis trente ans, qu'une longue suite de privations et de renoncements. Une fois la paix revenue, après une victoire militaire et morale que personne ne contestait, tout ce qui avait permis aux Nord-Vietnamiens de mener jusqu'au bout leur guerre de libération devait à présent leur permettre non plus de survivre, mais d'amorcer leur développement.

La contribution que l'UNICEF apporta à cette phase nouvelle de l'Histoire du Vietnam fut, à mes yeux du moins, exemplaire. Elle le fut d'abord grâce à l'intelligence avec laquelle les dirigeants du pays collaborèrent avec nous, de la souplesse et de la compréhension qu'ils manifestèrent lorsqu'il fallut harmoniser l'originalité et la spécificité du « vietnamisme », les besoins les plus urgents de la population et l'aide que nous pouvions apporter. Mais ce qui lui conféra un caractère unique, ce fut surtout la disponibilité et l'enthousiasme de tous les habitants du Vietnam.

Les Nord-Vietnamiens avaient réussi à survivre en s'accommodant du strict minimum. Les équipements dont ils disposaient faisaient ressortir le dénuement extrême de leurs conditions d'existence. Dans les centres communaux, par exemple, les femmes accouchaient sur de simples tables d'ardoise qui ressemblaient davantage à des tables de cuisine qu'à des tables d'accouchement. Notre première tâche consista donc à dresser avec les fonctionnaires du ministère de la Santé la liste du matériel très simple, de l'équipement standard qui, multipliable par 100, 200 ou

VIETNAM

400, apporterait à la population un « confort sanitaire » dont elle n'avait eu jusque-là aucune idée. Seringues, aiguilles, stéthoscopes, appareils de tension, pinces, boîtes de coton, draps, tables d'accouchement ; les dirigeants étaient tout à fait conscients de l'importance de ce matériel. Ils savaient également que l'UNICEF, avant de livrer et de distribuer les équipements qu'on lui demande, doit les acheter et les stocker. Le programme que nous mettions sur pied à Hanoi, d'autres représentants du Fonds le réalisaient dans des dizaines de pays. L'UNICEF avait donc une capacité d'achat importante, une connaissance approfondie du marché et des prix. Les dirigeants vietnamiens admirent sans difficulté cet aspect des choses. Même s'ils manifestaient une certaine préférence pour des fournitures venant de pays « amis », en particulier d'Europe de l'Est et d'Union soviétique, ils reconnaissaient, dans ce cas précis, le bien-fondé d'une certaine « logique capitaliste » et ne faisaient pas d'objection lorsque nous leur expliquions que nous devions grouper nos achats pour de pures raisons de « marketing ».

Commandé de New York et de Genève par les services d'achat du Fonds, partant de Copenhague où sont concentrés les services d'expédition et aussi de Singapour, où existe un magasin relais de l'UNICEF, le matériel mit plusieurs mois à arriver dans le port de Haiphong. Ce fut à ce moment-là que je pus me rendre compte de l'étonnante motivation de la population. D'ordinaire, les équipements livrés par l'UNICEF sont entreposés dans des magasins centraux, à charge pour les autorités du pays de les redistribuer. Les Vietnamiens, eux, n'avaient pas de services de distribution. Ils réservaient la faible quantité d'essence et le petit nombre de véhicules qu'ils possédaient à des priorités liées à ce qu'ils appelaient pudiquement le maintien de l'ordre. La distribution du matériel livré par le Fonds fut donc confiée à ses bénéficiaires directs. Ainsi vit-on affluer à Haiphong, venant de toutes les provinces du Vietnam, se faufilant à travers les petits cours d'eau et les canaux qui sillonnent le pays ou le long des chemins de brousse, des barques, des bicyclettes et des chars à bœufs conduits par les villageois. Le matériel disparut de Haiphong avec une rapidité stupéfiante. Le Vietnam est un des rares pays où je vis les gens, médecins, infirmiers ou simples citoyens, prendre en charge

eux-mêmes, sans l'aide d'une autorité quelconque, l'aide de la communauté internationale.

Autre preuve de cette véritable passion que les Vietnamiens apportaient à l'amélioration de leur service de santé : de temps à autre, les infirmiers des communes allaient suivre à Hanoi ou dans les centres provinciaux des stages de recyclage. Comme cela se fait dans les pays où l'UNICEF est impliqué dans un programme de coopération, je proposai aux autorités de faire financer ces stages par le Fonds, d'assurer les frais de déplacement et les honoraires des professeurs. On me regarda comme on regarde un fou.

– Lorsqu'une commune, me dit-on, a la chance de voir son infirmier convoqué au district, à la province ou à Hanoi, il revient à ses habitants et à nous-mêmes de prendre en charge le coût de sa formation. Car elle profite à tous. Au moment de son départ, ceux dont il s'occupe tout au long de l'année lui donnent quelques kilos de riz et une bouteille de nuoc-mâm. Il part à pied, avec son baluchon et sa natte sur le dos. Il dort où il peut. Mais, à son retour, tout le monde lui fait fête; car il apporte vraiment à la commune quelque chose de nouveau.

Tout cela paraîtra naïf aux esprits blasés. Mais cette naïveté était émouvante et efficace.

Telle fut l'atmosphère dans laquelle je travaillais pendant deux ans. Ce fut une période exaltante, faite de tension, de fatigue physique mais aussi de bonheur. Bonheur de partager la vie d'un peuple dont je n'ai cessé d'admirer les ressources, l'opiniâtreté, la culture et le courage. Je n'eus pas le temps de chômer. Je mis en route, ce que l'UNICEF n'avait jamais fait auparavant – mais qui était ici absolument indispensable, car le Vietnam, mis à part les cimenteries de Saigon et une cimenterie au nord qui avait été détruite pendant la guerre, possédait très peu de matériel de construction –, l'édification et l'équipement de dix hôpitaux de district de 100 lits chacun, avec la livraison de ciment, de béton, de fer, de vitres, de plomberie. Le Fonds équipa aussi une cinquantaine de brigades d'intervention contre les épidémies, ce qui impliquait la fourniture du matériel nécessaire à l'aspersion des rizières et des maisons avec des insecticides destinés à enrayer le paludisme et toutes les maladies transmises par les moustiques, comme les encéphalites. L'UNICEF dota ces brigades de micro-

VIETNAM

scopes très simples qui permettaient à leurs agents d'identifier rapidement les moustiques dangereux.

Même action, mais plus sophistiquée, au niveau des provinces. Au Nord d'abord, puis au Sud, l'UNICEF équipa les centres provinciaux d'hygiène et d'épidémiologie de très beaux laboratoires où des spécialistes, formés au Vietnam ou dans les pays de l'Est, s'efforçaient de contrôler les épidémies et faisaient de la recherche. Les chercheurs de l'ex-Institut Pasteur de Hanoi reçurent eux aussi du matériel de laboratoire ultra-moderne.

La recherche joue au Vietnam un rôle fondamental. Dans ce pays, qui tient à tenir son rang dans la communauté scientifique internationale, tout médecin, tout spécialiste doit, en plus de ses activités quotidiennes, y consacrer plusieurs heures par jour. J'ai vu ainsi à Tourane, dans la première province du Sud-Vietnam à avoir adopté le rythme de vie du Nord, le médecin en exercice passer ses soirées, après ses épuisantes journées de travail, tout seul avec ses livres et un très gros microscope fourni par l'UNICEF, à étudier la relation entre les aliments contaminés par les défoliants et le cancer. Cet homme n'était pas un doux rêveur. C'était un véritable Vietnamien. Sa qualité de médecin ne l'avait pas empêché, pendant la guerre, de se glisser dans les couloirs souterrains de Da Nang pour aller faire sauter les avions américains. Mais son bonheur, une fois la guerre terminée, c'était de s'enfermer, la nuit, pour chercher dans le silence, avec une patience inlassable, les causes de la maladie terrible dont mouraient nombre de ses compatriotes.

Le Vietnam que j'ai connu et aimé était, et est toujours, un mélange fascinant de sous-développement et d'avancée scientifique. D'un côté une pauvreté qui oblige la population rurale à travailler dans des conditions pénibles et incroyablement primitives pour cultiver le riz nécessaire à sa survie, de l'autre une civilisation très ancienne qui, au lieu d'assimiler purement et simplement la technologie occidentale, ne lui emprunte que ce qui lui paraît utile et reste fidèle dans de nombreux domaines, comme celui de la médecine, à ses propres traditions scientifiques. Il existe à Hanoi un institut d'État de médecine traditionnelle où toutes les vieilles méthodes empiriques comme l'acupuncture et la médecine par les plantes sont étudiées, analysées avec soin et comparées

aux méthodes occidentales. Il ressort de ces études que de nombreuses drogues chimiques utilisées en Europe et en Amérique sont loin d'être aussi indispensables qu'on ne le pense.

Les Vietnamiens ne sont pas pour autant des passésistes. Très désireux de faire connaître leur modèle aux autres pays du tiers monde, ils sont aussi à l'affût de ce qui s'invente ailleurs. Tout ce qui peut être immédiatement utile à leur pays et à leur peuple les intéresse. Ils ne nient pas les immenses difficultés qu'ils doivent surmonter, ils ne dissimulent ni leur pauvreté, ni leur sous-développement, ni le fait qu'existent chez eux, à l'état endémique, toutes les maladies du tiers monde. Mais s'ils ont su – grâce à leur système de santé et à une politique de préservation du capital humain qui correspond tout à fait à ce que l'UNICEF appelle une « politique de l'enfant » – enrayer la mortalité de façon remarquable, à l'inverse, ils reprennent volontiers à leur compte les expériences qui se déroulent hors de chez eux, en les améliorant et en les adaptant à la spécificité vietnamienne.

La plupart des pays du tiers monde sont solidaires les uns des autres. Les Nations unies jouent dans cette solidarité un rôle capital. C'est par leur intermédiaire que, bien souvent, circulent les informations. De nombreux agents de l'UNICEF sont aujourd'hui originaires du tiers monde. Ce sont eux qui renseignent les autorités des pays où ils représentent le Fonds sur les succès et les échecs des autres pays, sur les techniques nouvelles et ce que l'UNICEF appelle les « technologies intermédiaires », qui, mises au point et appliquées dans l'ensemble du tiers monde, lui appartiennent en propre.

Témoin l'exemple de la supéramine.

Aldo Buffa avait fait de cet aliment pour enfants une réalisation algérienne. Cette réalisation avait été une réussite. Par l'intermédiaire de l'UNICEF, dont c'était le rôle, elle fut reprise par les Vietnamiens qui virent tout de suite ce que cette technologie, adaptée à la production agricole du Vietnam, pouvait apporter à leurs enfants.

En 1975, le Nord-Vietnam nourrissait l'ensemble de sa population. Mais il la nourrissait mal. L'aide extérieure était faible et les espoirs que les Nord-Vietnamiens avaient mis dans la réunification du pays – qui aurait dû permettre au Nord de

VIETNAM

compenser ses déficiences grâce à la production de riz excédentaire du Sud – ne se réalisaient pas aussi vite que prévu. D'où une situation précaire.

Je crois n'avoir jamais rien vu de plus impressionnant ni de plus émouvant que le travail lent et monotone des paysans nord-vietnamiens dans les rizières. Au Sud, les crues du Mékong suffisent à fertiliser la terre. Au Nord, dans le delta, tout se fait à la main. Pendant les périodes de repos, entre les deux ou trois récoltes annuelles, il faut, lorsque les plateaux où l'on cultive le riz se trouvent un peu au-dessus du niveau d'irrigation, assécher la rizière, en vider toute l'eau avec des baquets. Il faut ensuite, pour la faire respirer, retourner la terre et, à coups de pelle et de pioche, construire avec elle de petits murs entre lesquels on dispose les engrais naturels et une plante parasite très riche en azote qui pousse dans les mares. Tout cela se fait sans machines. Il est difficile, quand on ne l'a pas vu, d'imaginer l'extraordinaire dépense calorique que les paysans nord-vietnamiens doivent fournir pour produire leur nourriture quotidienne.

En 1975, cet effort n'était pas récompensé comme il aurait dû l'être. Il ressortait d'une estimation que j'avais faite, et qu'avaient approuvée les autorités vietnamiennes, que la disponibilité alimentaire était, dans l'ensemble du pays, inférieure de 20 % aux besoins. J'ai déjà dit qu'il n'existait pas, au Nord-Vietnam, de malnutrition grave, avec toutes les maladies que cela entraîne. Mais la population, nourrie de façon égalitaire, malgré quelques exceptions (les cadres avaient droit à des rations supplémentaires, privilège que les simples citoyens considéraient comme une injustice flagrante), était sous-alimentée. D'où sa petite taille, et surtout la taille minime des enfants à la naissance.

Ce qui choque dans la sous-nutrition, c'est la différence entre les riches et les pauvres; ce qui crée l'émeute des sous-nourris, c'est l'existence de gens sur-nourris qui meurent d'un excès de cholestérol à quelques mètres de quartiers où l'on souffre de la faim. Au Vietnam, la très faible différence entre les couches sociales rendait l'insuffisance plus supportable. Il fallait quand même tenter d'y remédier. Nous sommes intervenus auprès de la Commission économique européenne pour obtenir des donations de farine, de lait et de blé. Cette aide fut accordée.

Elle fut supprimée par la suite, au moment de la guerre du Cambodge.

Comme dans tous les pays du tiers monde, le plus gros problème alimentaire du Vietnam était celui des enfants en bas âge. Ces enfants étaient nourris dans les garderies avec une alimentation à base de farine de riz mélangée avec de l'eau. Ceux qui venaient juste de passer l'étape de l'alimentation au sein étaient sevrés avec du soja pilé. La formule d'Aldo Buffa, qui proposa aux Vietnamiens, comme il l'avait fait pour les habitants du Maghreb, un aliment industriel répondant précisément aux besoins des enfants en protéines et en vitamines, les séduisit d'emblée.

Les Vietnamiens connaissaient bien la technique des aliments. Ils avaient déjà étudié la question en collaboration avec les Chinois. Ils mirent au point avec Buffa une formule spécifiquement vietnamienne à base de riz et de soja. Ils construisirent ensuite une usine que l'UNICEF équipa. La situation en Asie retarda sa mise en route. Après la guerre entre la Chine et le Vietnam, les Chinois cessèrent leurs livraisons de soja. Il fallut donc repenser la formule de cet aliment de sevrage, remplacer le soja par du lait *. Mais le principe reste acquis et l'usine devrait commencer à fonctionner très bientôt. Son équipement a été installé, son personnel a été formé en Suisse par Aldo Buffa. Les Vietnamiens ont actuellement pour objectif, avec une production de 15 000 tonnes par an, un bon complément alimentaire pour tous les enfants du pays. Le programme alimentaire mondial, qui dépend de la FAO, vient juste d'approuver, pour le lancement du produit, qui sera affecté en priorité aux familles ayant des enfants atteints de sous-nutrition et distribué gratuitement dans les garderies, la livraison de farine de riz ou de blé.

La politique vietnamienne rejoint ainsi, une fois encore, les buts de l'UNICEF : assurer avant tout la survie, l'éducation et le bien-être des enfants. Pour eux, l'enfance a toujours été la tranche d'âge privilégiée. D'où l'importance qu'ils accordèrent à l'aide que l'UNICEF leur apporta dans la construction d'écoles conçues en

* D'après les toutes dernières informations, les Vietnamiens maîtrisent bien, actuellement, leur production de soja et on va pouvoir revenir à la formule initiale

VIETNAM

collaboration avec des architectes vietnamiens. C'étaient des écoles solides, lourdes, indestructibles, capables de résister à toutes les agressions du climat. Là encore, l'UNICEF fournit au Vietnam une énorme quantité de matériel : ciment, barres de fer, tôles galvanisées pour les toits, appareillage électrique, bétonneuses. Même chose pour les garderies et les ateliers de fabrication de pupitres, de chaises, de tableaux noirs ou de squelettes en plâtre. Même chose également pour l'atelier de fabrication de poupées et de jouets en plastique destinés aux très jeunes enfants.

Les Vietnamiens avaient déjà leurs ateliers de production, en pleine forêt. On se serait cru, en les visitant, au début du XIX^e siècle. Avec de vieilles forges, les ouvriers transformaient en outils des métaux de récupération. Cette volonté de créer à partir de rien était elle aussi très émouvante. Je me souviens de l'émerveillement de ces hommes lorsqu'ils virent arriver des machines modernes qui allaient rendre leur travail moins pénible.

Peut-être est-ce l'image que je garderai d'abord du Vietnam : celle d'un peuple austère mais profondément humain, dont les manifestations de joie ou de sympathie sont d'autant plus bouleversantes qu'elles sont discrètes, presque pudiques.

La fascination que j'ai éprouvée pour ce pays ne s'est pas démentie. Je sais que tout, au Vietnam, est loin d'être parfait, que le système social vietnamien est lourd, bureaucratique et souvent ennuyeux. Je sais aussi que les Nord-Vietnamiens n'ont pas réussi à amortir le choc culturel que provoqua la réunification de leur pays, que, même s'ils n'ont pas commis les atrocités qu'on leur a prêtées, ils se sont montrés maladroits et parfois brutaux. Je comprends parfaitement que de nombreux Sud-Vietnamiens n'aient pas accepté leur tutelle et aient refusé le modèle qu'on voulait leur imposer. Il n'en reste pas moins que ce que j'ai vu et vécu pendant deux ans m'a définitivement convaincu : communiste ou pas, le modèle vietnamien, en ce qui concerne la santé et la politique de l'enfance, est un bon modèle. Conçu par le génie propre à ce peuple, il a apporté une contribution décisive à la lutte contre le sous-développement à travers le monde. Et au cours des années suivantes, au Proche-Orient où je fis, en me heurtant à des problèmes spécifiques à des pays à la fois féodaux et capitalistes, un saut de plusieurs années en arrière, je me suis constamment

40 000 ENFANTS PAR JOUR

efforcé de m'inspirer de tout ce que j'avais appris au Vietnam.

Je quittai Hanoi en mars 1977, à bord d'un avion de ligne soviétique. Tous les amis que je m'étais faits au cours de ces deux années qui comptent parmi les plus riches de mon existence, y compris mes deux « commis » artilleurs et des représentants de tous les ministères, de toutes les associations avec qui j'avais travaillé et de la Croix-Rouge vietnamienne, m'accompagnèrent jusqu'à la coupée. Le dernier à me dire au revoir, un diplomate chargé des relations avec les Nations unies, me dit :

– Pourquoi partez-vous? Il faut rester. Nous vous aimons et nous avons besoin de vous.

Il pleurait.

Au bord des larmes, je montai dans l'avion. Alors que les hôtesse de l'air soviétiques s'apprêtaient à en fermer la porte, j'entendis un homme qui courait sur la piste avec de gros souliers de cuir.

– Docteur! Docteur Remy! Je ne vous ai pas embrassé!

Je reconnus le fonctionnaire du ministère de la Santé chargé des relations internationales. Je redescendis et il se jeta dans mes bras.

– Je comprends qu'il faut que vous partiez, me dit-il, mais il faut que vous sachiez combien nous vous aimons. Au revoir.

Je remontai dans l'avion. Je gardai le silence pendant tout le vol jusqu'à Vientiane. Je ne voulais montrer à personne à quel point j'étais triste.

J'avais quand même de quoi être satisfait. Le directeur général de l'UNICEF, Henry Labouisse, venait de m'offrir mon bâton de maréchal : un titre de « directeur », titre fort envié dans le système des Nations unies, et un poste au Proche-Orient, avec résidence à Beyrouth.

Pendant mon séjour à Hanoi, absorbé par le quotidien de l'UNICEF, sans radio, avec peu de journaux, je n'avais eu sur le reste du monde que des informations fragmentaires. J'avais quand même suivi le déroulement des événements qui secouaient le Liban depuis la fin de l'année 1974. Au bureau de l'AFP, où de nombreux résidents français allaient lire tous les soirs sur les téléx les nouvelles du monde, les dépêches de la région arabe tombaient régulièrement. Massacres ici, représailles là. Le siège et l'écrasement de Tahl et Zaatar. Les milliers de morts. Tout cela était feutré, trop découpé.

Et puis, au cours du premier trimestre 1977, on avait cru comprendre qu'une sorte de paix était revenue au Liban. Ma nomination s'agrémentait donc des parfums enviés d'une vie plus confortable que celle, terriblement austère mais combien exaltante, d'Hanoi, qui avait elle-même succédé aux conditions rigoureuses de mon séjour à Alger.

Avant la guerre civile, Beyrouth était un des postes des

40 000 ENFANTS PAR JOUR

Nations unies les plus demandés : au bord de la Méditerranée, dans une ville pleine de ressources de tous ordres, et où le soleil n'était en compétition qu'avec un mode de vie heureux.

Après une mission préparatoire, je m'y installai définitivement en juillet 1977. Oui, c'était la paix. La paix sur des ruines; la paix sur d'étonnantes données politiques qu'il me fallait découvrir et comprendre.

Un appartement sur la corniche, un ascenseur qui fonctionnait, de l'eau courante chaude et froide à profusion dans une salle de bains, des centres commerciaux remplis de tout ce qu'on peut désirer : je n'avais pas connu cela depuis longtemps. Après l'austérité, le sérieux un peu puritain du Nord-Vietnam, la joie de vivre qui régnait cet été-là à Beyrouth, l'acharnement à tout recommencer avaient pour moi un aspect merveilleux, presque irréel.

Ce plaisir de tous les jours, sans parler d'une nouvelle motivation professionnelle, la découverte de ce que l'UNICEF pouvait et devait faire dans la région proche-orientale, tout cela était enivrant.

Cette euphorie fut de courte durée : dès février 1978, le cessez-le-feu à Beyrouth était rompu.

IV

BEYROUTH

Juillet 1977 – octobre 1982

La découverte de l'immense région dont j'allais désormais, en tant que directeur régional de l'UNICEF pour le Proche-Orient, avoir la charge, se fit donc sur fond de guerre civile.

Cette guerre avait déjà perturbé les activités du Fonds et notamment le fonctionnement de son bureau à Beyrouth, « capitale » de notre organisation pour une partie du monde qui allait de Casablanca à Ankara en passant par Alger, Tunis, Khartoum, Damas, Bagdad et Riyad. Beyrouth avait été choisi comme siège du bureau régional pour des raisons historiques et politiques, mais surtout parce que cette ville était une plate-forme d'où l'on pouvait se rendre rapidement aux quatre coins du Proche-Orient, que ce fût en Irak, en Afrique du Nord, en Arabie Saoudite ou en Turquie. Les troubles particulièrement violents de 1976 avaient remis en question cette situation privilégiée. Notre bureau avait dû être fermé. Le personnel national ou international qui le souhaitait avait été évacué à Ammân, en Jordanie. Seules trois ou quatre femmes avaient refusé de partir et avaient gardé les portes de ce bureau entrouvertes.

Le personnel et les services de l'UNICEF avaient regagné Beyrouth au moment du cessez-le-feu du début de l'année 1977. Mais à New York, on s'interrogeait en haut lieu sur les risques qu'il y avait à maintenir un bureau dans un pays aux soubresauts

imprévisibles. C'étaient ces risques que j'avais été chargé d'évaluer par Henry Labouisse, en mai 1977. J'avais alors découvert un Liban à la fois anarchique et doté d'une personnalité tout à fait particulière, un peuple qui s'était peu à peu habitué à vivre dans un état de tension permanente, une ville grouillante dont les accrochages, les explosions et les attentats n'avaient pas encore altéré la vitalité et l'exubérance, une ville où l'on reconstruisait sans cesse ce qui avait été détruit et où, aux bombes et aux rafales de la nuit succédaient, le matin, les embouteillages monstres d'une grande cité vivante.

Ce courage, cet esprit d'entreprise des habitants de Beyrouth m'avaient encouragé à présenter à Henry Labouisse un rapport optimiste. J'affirmais qu'il fallait non seulement maintenir et agrandir le bureau, mais qu'il fallait surtout donner à toute la région du Proche-Orient le rôle que justifiait la place importante qu'elle tenait dans la communauté internationale, y renforcer l'action de l'UNICEF qui, il faut bien le dire, avait été, depuis le premier « choc pétrolier » de 1973, passablement ralentie.

Le Proche-Orient ne ressemble à aucune autre région du monde. Si ses habitants, mis à part quelques îlots chrétiens, sont tous liés par une culture et une civilisation communes issues de l'Islam, y compris en ce qui concerne les nations non arabes que sont l'Iran et la Turquie, il groupe les pays les plus divers. Certains, comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats du Golfe, disposent, grâce aux revenus pétroliers, du revenu par tête d'habitant le plus élevé du monde. D'autres, en particulier les deux Yémen et le gigantesque Soudan, qui s'enfonce profondément dans le continent africain et dont le Sud connaît tous les drames du Sahel, figurent au contraire parmi les pays les plus pauvres de la planète. On trouve entre ces deux extrêmes toute une série de nations « intermédiaires » comme l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc qui, tout en ayant amorcé leur développement, continuent à avoir besoin de la solidarité internationale.

Cette mosaïque complexe et aux composantes en apparence contradictoires forme pourtant un seul monde, une entité géographique et culturelle originale. C'est en tenant compte de cette spécificité que je m'efforçai pendant cinq ans, en collaboration

BEYROUTH

avec tous les représentants de l'UNICEF dans la région, d'y affirmer notre présence.

Nous avons ainsi tenté de résoudre en partie les problèmes de l'eau du sud du Soudan, en essayant de profiter de la présence du Nil, mais surtout en allant chercher dans la terre une eau insalubre qu'il fallait ensuite désaliniser pour la transformer en eau potable et en eau d'irrigation pour les cultures maraîchères. Supervisée par le représentant du Fonds au Soudan, Ulfe Koenig, cette opération très spectaculaire, très longue et très dure, dure encore. Certains de mes collègues vivent sur place, très loin de Khartoum, dans des conditions éprouvantes. Ils sont là-bas pour s'occuper des plus pauvres parmi les pauvres. Ils assurent sur des distances considérables, grâce à l'avion que l'UNICEF possède au Soudan, le transport des pompes et du matériel d'entretien et forment sur place des agents capables de faire fonctionner et d'entretenir ces outils. Quelques centaines de points d'eau ont ainsi été créés. C'est peu mais c'est déjà beaucoup.

A l'inverse, nous nous sommes attaqués en Turquie à la neige et au froid. Si, dans le Sahel, les enfants meurent à cause de la chaleur et de la sécheresse, en Anatolie c'est le froid qui les tue. L'hiver, la neige isole de nombreux villages. Qu'une épidémie de rougeole se déclare et la mortalité augmente en flèche. Le seul moyen d'éviter cette catastrophe consiste à chauffer les maisons, éliminant ainsi les risques de complications pulmonaires, souvent fatales.

L'Anatolie est un pays aride. Le bois y est rare. Quant au pétrole et au charbon, ils coûtent trop cher. Il nous fallait donc inventer un nouveau système de chauffage. Nous avons doté ces villages d'Anatolie d'un système de fermentation des déchets animaux et humains qui produisait du méthane. Ce projet existait déjà en théorie. Grâce au dynamisme du représentant de l'UNICEF en Turquie, Ekrem Biredjnj, il est devenu une réalité pour les habitants de 200 villages.

Ces réalisations illustrent bien ce que l'UNICEF peut apporter au tiers monde en mettant des techniques nouvelles au service de la protection de l'enfance et des hommes en général. Il y en eut d'autres, axées sur l'éducation, comme le projet Assake, qui tire son nom d'un petit district du nord-est de la Syrie où l'UNICEF, en

collaboration avec l'UNESCO, assura la formation des « maîtres de village ». A la fois instituteurs, conseillers, assistants sociaux et écrivains publics, ces maîtres acceptèrent d'intégrer dans leur enseignement des notions nouvelles liées à l'économie et au développement, de devenir les promoteurs, dans leurs villages, d'une amélioration des conditions de vie, supervisant la mise en place de systèmes d'irrigation, la construction de ponts, l'enseignement des soins primaires et l'éducation des mères. Ce modèle expérimental de formation s'est aujourd'hui généralisé; il a été adopté par l'ensemble du système éducatif syrien.

Toutes ces actions, et d'autres encore, si elles étaient « ponctuelles », n'étaient pas isolées. Elles faisaient partie d'une politique concertée qui tournait autour d'un axe fondamental : la « solidarité arabe ».

Au moment de mon arrivée à Beyrouth, il existait entre l'UNICEF et les « pays riches » du Proche-Orient un malentendu proche de la méfiance. L'UNICEF, et surtout son conseil d'administration, percevaient mal la région arabe. Le contraste entre les pays à revenus pétroliers et les pays pauvres de la région lui paraissait anormal, presque choquant. On ne comprenait pas, à New York, pourquoi l'Arabie Saoudite ou les Émirats du Golfe ne contribuaient pas davantage au budget de l'organisation, pourquoi le Proche-Orient dans son ensemble, dont les populations bénéficiaient de la coopération du Fonds, ne versait à l'UNICEF, à titre de contribution gouvernementale ou privée, que 4 millions de dollars.

Les trois États du Maghreb, qui recevaient de l'organisation des sommes significatives, s'efforçaient déjà de participer à son financement en lui versant des contributions qui profitaient au tiers monde tout entier. Les peuples algérien, marocain et tunisien commençaient également à prendre conscience en dehors de leurs gouvernements de la nécessité de la solidarité internationale. Les contributions privées, qui découlent principalement de donations et de la vente des cartes de vœux, et qui procurent à l'UNICEF 25 % de ses ressources, soit, pour les seules cartes de vœux, un bénéfice annuel net d'un million de dollars, prenaient au Maghreb une grande extension (à propos, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la France est, dans le monde, par tête d'habitant, le

plus gros souscripteur privé de l'UNICEF). La vente des cartes de vœux y était un succès.

Mais les pays arabes riches se montraient réticents. L'UNICEF ne leur inspirait qu'une confiance mitigée. Ils voyaient en ses agents l'émanation d'un monde occidental qui, après les avoir dédaignés à l'époque de leur pauvreté, les avait enfermés, au moment du « boom » pétrolier, dans le ghetto de la richesse et leur gardait rancune de leur soudaine prospérité.

J'avais pour ambition, entre autres, de modifier cette situation, de faire disparaître cette méfiance et d'amener ces pays à jouer un rôle actif dans la mise en place de la solidarité internationale.

Ce fut long et passionnant. Lancé dans cette importante et délicate démarche par M. Labouisse, j'eus le total assentiment et l'appui du nouveau directeur général, Jim Grant, qui fit adopter les orientations proposées par le conseil d'administration de l'UNICEF. Pendant des années, je refusai de parler d'argent. Je pensais qu'avant de leur demander une contribution supérieure, nous devions prouver à ces pays que notre organisation était utile et efficace. Pour cela, il était indispensable que nous mettions sur pied avec eux une coopération qui, utilisant leurs propres ressources financières, leur apporterait une technologie et des méthodes qu'ils ne maîtrisaient pas encore. Car s'il faut quelques heures pour changer le cours du dollar ou augmenter le prix du pétrole, il faut des décennies, parfois même une génération entière, pour former des médecins, des infirmiers, des techniciens ou des enseignants. Voilà ce que l'UNICEF, par l'intermédiaire de ses représentants sur place, Sabah Alaoui et Osman Farag, proposa à l'Arabie Saoudite et aux Émirats du Golfe : une collaboration technique de haut niveau qui ferait de nous non pas des demandeurs mais des partenaires.

Dans mon esprit, cette première phase devait déboucher sur la création d'une solidarité entre tous les pays de la région, qu'ils fussent riches ou pauvres, sur une mise en commun des ressources qui aurait permis de régler les problèmes les plus urgents.

Ce fut alors qu'entra en scène un homme remarquable : le prince Talal d'Arabie, fils du grand roi Abdül-Aziz.

Son aventure est bien connue. Mais il est juste que je lui rende ici l'hommage qu'il mérite.

Le prince Talal Bin Abdül – Aziz Ibn Séoud est un homme profondément libéral et profondément humain. Animé par des idées sociales avancées, il a toujours contesté les effets néfastes du système féodal. Il fait partie de ceux qui ont lutté le plus efficacement contre l'esclavage en Arabie Saoudite, de ceux qui ont, les premiers, ouvert dans ce pays des écoles de filles. La rencontre entre ce personnage d'exception et le représentant de l'UNICEF à Riyad, Sabah Alaoui, fut décisive. Le prince découvrit à cette occasion que l'UNICEF pouvait contribuer à l'émancipation sociale du monde musulman et que le monde musulman pouvait à son tour devenir un des ferments de la solidarité internationale.

Je rencontrai le prince en 1981, à l'Hôtel intercontinental de Genève. Je me souviendrai toute ma vie des deux heures que je passai ce jour-là avec lui. Je me trouvai en présence d'un homme d'environ quarante-cinq ans, grand et corpulent, dont le visage, lorsqu'il se détendait, s'illuminait d'un sourire chaleureux. Sa bonhomie et sa générosité me frappèrent. Il se montra sensible à tout ce que je lui racontai. Il me parla à son tour de sa conception de la justice, de l'innocence des enfants. Son sourire s'accroissait lorsqu'il évoquait sa fille, à qui il vouait une véritable adoration et en qui il voyait l'incarnation de l'enfance. C'était à travers elle qu'il percevait la nécessité d'améliorer le sort des enfants du tiers monde. « Si elle est heureuse, disait-il, ils doivent l'être aussi. » Il se montra prêt à engager son nom, son prestige et sa puissance pour que l'enfance devienne une des préoccupations majeures des grands pays arabes.

Il tint parole. Sous son influence fut créé le Fonds arabe pour le développement des ressources humaines. Alors que l'ensemble des pays arabes ne versait à l'UNICEF, en 1980, que 4 millions de dollars, les principaux États pétroliers de la région ont, par l'intermédiaire de cette fondation, versé à l'UNICEF, depuis 1982, 25 millions de dollars à titre gouvernemental et 15 millions de dollars provenant de collectes privées.

Le prince Talal ne s'est pas contenté de proposer cette solidarité interarabe qui était un de mes buts. Il est allé plus loin.

BEYROUTH

Aujourd'hui, les contributions de la région du Proche-Orient sont réparties de façon équitable dans le monde entier.

« Que les enfants aidés par l'UNICEF soient musulmans, chrétiens, juifs ou bouddhistes, ils sont les mêmes et leurs besoins sont identiques. Ils ont donc les mêmes droits. » Ainsi parle le prince Talal, cet homme de paix. Nul doute que les convulsions actuelles du Proche-Orient ne soient pour lui une source de souffrance. Car la guerre y est sans cesse présente. Régulièrement, elle réduit à néant les efforts d'hommes de sa trempe.

Le terrorisme et la guérilla urbaine, on s'y fait. On apprend à comprendre, à mesurer. On devient vite un spécialiste du calcul des probabilités. Quelques blessés, quelques morts pour une population de plus d'un million d'habitants peuplant un espace diversifié et vaste : on ne l'accepte pas, mais on s'y habitue.

Les enfants des rues de Beyrouth n'interrompent pas leurs jeux parce qu'ils entendent le chahut d'une rafale de mitrailleuse. Ils ont l'ouïe fine : ils sont capables de faire la différence entre le bruit d'une Kalachnikov et celui d'un M 16, de savoir si les hommes tirent en l'air, en signe de joie ou de deuil. Ils reconnaissent le son des accrochages entre partisans. Ils savent aussi que la grenade et l'obus qui explosent sont destinés à quelqu'un d'autre. Comme moi, ils n'ont peur que de la voiture piégée, de la charge de dynamite aveugle. Quand? Pour qui? Pourquoi? Qu'y faire? Seul le hasard décide.

Quand, au printemps et en été 1981, les diverses factions de la guerre civile ont changé le calibre de leurs armes, qui sont tout d'un coup devenues plus grosses et plus brutales, plus surprenantes, les enfants ont été désemparés pendant quelques semaines. Il y a eu du sang; les coups venaient d'un peu partout. Les enfants ont dû affiner leur ouïe, apprendre à reconnaître d'où on tirait : de

BEYROUTH

l'est, de l'ouest, du nord ou du sud, apprendre à choisir l'abri qui convenait.

A cela aussi, ils se sont adaptés. Cela aussi, ils l'ont assimilé.

Mais la guerre? La vraie? Celle de juin, juillet et août 1982 qui, en seules munitions, coûta à un des pays protagonistes, d'après un expert américain, un milliard six cents millions de dollars?

La guerre, c'est l'indicible. Là aussi, les coups partent de partout : de la montagne un peu lointaine, de la colline toute proche, de la route voisine, du bout de l'avenue, de la mer et, comble de la terreur, du ciel, d'un bleu toujours limpide.

Plus le ciel est pur, plus le danger est grand. Sa netteté rend les raids plus faciles, plus efficaces. De la cuvette encerclée partent des réponses inutiles, vers le ciel surtout, avec des traînées de fumée blanche. On s'installe « au théâtre » : à l'extérieur de la ville enfermée dans l'étau de la guerre, on est au balcon ; sans risques, ou si peu! Et chaque fois, il faut faire un effort qui se transforme vite en douleur atroce pour passer de la vue de ce spectacle dantesque à la réalité qui en découle. C'est l'orage quotidien, avec ses éclairs de nuit et ses éclairs de jour, avec le feu et les fumées de différentes couleurs. Deux heures après avoir quitté le « théâtre », on peut être dans la cave d'un hôpital où s'accumulent les corps brûlés et déchiquetés. La plainte d'hommes, de femmes et d'enfants torturés est lancinante.

Ces mauvais coups qui viennent de chaque côté, mais beaucoup plus, mille fois plus d'un côté que de l'autre, les enfants ne savent plus les éviter ; ils ne les entendent plus arriver. Tout va horriblement vite. C'est, dit-on, un des grands progrès de la technologie. Tout le monde a vu des images de cela à la télévision, en couleurs : les fumées blanches, les fumées rouges, les fumées noires. Tout le monde a vu le feu jaillir de la bouche d'un canon. Tout le monde a compté : un, deux. Puis on imagine les corps, les murs des maisons qui éclatent, les objets aimés volatilisés, le feu, les sirènes, les chirurgiens, les fossoyeurs. On est révolté, haineux, impuissant.

Pis encore : on est fasciné.

Tout commence le 4 juin 1982.

Dans Beyrouth Ouest, je sommeille au soleil sur mon balcon, sans prêter attention (question d'habitude) aux passages des Boeing 707 qui rasant les toits nuit et jour en achevant leur descente vers l'aérodrome civil.

Ce samedi, pourtant, mon instinct de dormeur est troublé. Le bruit des avions est différent. Je n'entends plus, tout d'un coup, le vacarme pesant des Boeing. Leur vol de mastodonte, lourd et stupide, s'est subitement affiné. Le bruit devient strident, obsédant. Ce ne sont plus des avions de ligne qui s'approchent, mais des avions de guerre. Ils piquent au-dessus de la ville, à 2 kilomètres environ de l'endroit où se trouve mon appartement, vers les camps de Sabra et Chatila (déjà) et la cité sportive, là où s'entassent et s'entraînent, prétendent certains, tous les terroristes du monde. Ils piquent, puis, leur bombe larguée, « font leur ressource » pour reprendre de l'altitude. Accélération de moteur, suivie d'un très long sifflement.

Et la première bombe explose.

Il est exactement 15 h 15.

C'est le feu, et c'est la guerre. L'invasion du Liban a commencé.

Je pense tout d'abord qu'il s'agit d'un simple raid de

BEYROUTH

représailles, d'une opération « coup de poing » sur une cité jadis prospère et qui est devenue, pour ceux qui vont s'acharner à la détruire, le symbole, l'ancre du terrorisme international. Mais il suffit d'un quart d'heure pour se rendre à l'évidence. Les avions pilonnent surtout le sud-ouest de la ville, c'est-à-dire le quartier palestinien. Il s'agit de ce que les artilleurs appellent une « préparation », d'un prélude à l'attaque décisive qui se déclenchera deux jours plus tard et qui restera célèbre sous le nom d' « Opération paix en Galilée ».

Le même soir, sur la côte, Tyr et Sidon sont elles aussi bombardées. Même chose le lendemain, samedi 5 juin.

Le dimanche 6, les troupes d'invasion pénètrent au Sud-Liban. La Force intérimaire des Nations unies, chargée d'assurer l'intégralité territoriale du pays, reçoit l'ordre de les laisser passer.

Pendant ces trois jours, les bombardements ne cessent pas. Il est prévu que je m'envole le dimanche pour Istanbul où je dois discuter avec les représentants de l'UNICEF en Turquie, au cours d'un colloque régional, de la politique des cartes de vœux qui, nouvelle au Proche-Orient, prend une grande extension.

Des bombes d'un côté, des cartes de vœux de l'autre.

Notre avion s'apprête à décoller. On entend au loin la DCA palestinienne qui tente sans succès d'abattre les appareils ennemis. Nous ne savons pas encore, au moment de quitter Beyrouth, que le « nettoyage » du Liban est amorcé. Nous partons vers midi et demi. Il y a à peine deux heures que les chars israéliens ont pénétré au Sud-Liban.

Nous ne l'apprendrons qu'une fois à Istanbul. Sur les bords du Bosphore, l'oreille collée à un transistor, nous vivons tous et toutes à l'écoute de la BBC dont les communiqués, d'heure en heure, deviennent plus alarmants. Trois collègues femmes, originaires de Beyrouth, souffrent le martyre en pensant à leur famille, à leurs enfants.

Je ne vaud guère mieux. La guerre balaie toute préoccupation. La guerre, il faut en être. Quand les bombes soufflent les maisons et déchiquettent leurs habitants, il faut être sur place.

Le séminaire a quand même lieu. Visages crispés, pâles. Il n'y a dans les regards que de l'angoisse et de la fureur. Je dois

partir le plus vite possible, regagner le Liban où tout se joue.

Le 8, je fais une première tentative, infructueuse. Le Boeing qui m'a amené en Turquie ne repartira pas avant la fin du mois de septembre : l'aéroport de Beyrouth est fermé.

Une seule solution : regagner le Liban par la Syrie. Le 13, je réussis à filer sur Damas, via Alep, dans un avion syrien.

Il existe à Damas un petit bureau de l'UNICEF, dirigé par mon ami le Dr Cheffik Sallah. Ce petit bureau s'occupe en temps normal des différents projets de coopération entre le Fonds et la Syrie. Il va devenir, dès le 13 juin, la plaque tournante de l'opération de secours d'urgence que nous allons organiser.

L'importance stratégique de Damas me saute aux yeux dès mon arrivée. Le Liban est totalement isolé. Pas d'aéroport, pas d'accès maritime : les ports du sud du pays, Tyr, Sidon, sont occupés ; celui de Beyrouth est sous le feu. Faire venir de l'aide par le territoire israélien serait intolérable. Les secours partis de Copenhague, où l'UNICEF entrepose du matériel prêt à tout moment à être expédié aux quatre coins du monde, ne pourront donc atteindre le Liban que par Damas.

Les dirigeants de l'UNICEF à New York et les collaborateurs du Fonds à Copenhague ont eu, au même moment, la même idée que moi. Comme les représentants de la Croix-Rouge internationale, je décide donc « de jouer syrien » à fond. Je télégraphie à New York et à Copenhague pour dire que je suis à Damas et que je suis prêt. La réponse ne tarde pas : « Les secours sont en route. »

Dès lors, tout s'improvise. Dans la nuit du 14 au 15 juin, Cheffik Sallah et moi mettons sur pied l'énorme base arrière à partir de laquelle les vivres pourront être acheminés sans tarder vers le Liban. Il faut établir des magasins de stockage à Damas, déterminer les besoins prioritaires, trouver les chauffeurs et les camions qui formeront les convois, étudier les itinéraires. Tout va très vite. Nous réveillons en pleine nuit des chauffeurs syriens, nous essayons de les convaincre de nous louer leurs camions et d'aller jusqu'à Chtaura, dans la vallée de la Bekaa, où les Syriens sont en force.

Ce n'est pas une solution idéale. Les convois ne pourront pas dépasser la zone d'influence syrienne. On devra décharger le

BEYROUTH

matériel et le charger ensuite sur des camions libanais qui, eux, pourront entrer à Beyrouth. Mais l'urgence s'impose.

Le 15, le premier avion de l'UNICEF en provenance de Copenhague se pose à Damas. Les Israéliens sont autour de Beyrouth depuis quelques jours.

Beyrouth est un vaste amphithéâtre. Le haut de cet amphithéâtre, adossé aux collines, c'est Beyrouth Est. Ce sont les « gradins ». En bas, à quelques centaines de mètres, se trouve la « scène », la cuvette de Beyrouth Ouest.

Beyrouth Ouest où vivent surtout les Musulmans et les Palestiniens. Beyrouth Ouest que les envahisseurs vont pilonner sans relâche, pendant des jours et des jours.

Le 15 juin, lorsque atterrit le premier avion de secours, les soldats israéliens assiègent Beyrouth Ouest, défendu par les Palestiniens et les forces progressistes libanaises. Les habitants sont encerclés. Pas d'électricité, pas d'eau, pas de vivres.

Le 16 au matin, le premier convoi, formé de camions privés que j'ai loués, quitte Damas avec 36 tonnes de nourriture, de lait, de médicaments, de tentes. Il franchit la frontière libano-syrienne et arrive à Baalbek.

Il n'ira pas plus loin. Baalbek est depuis 1948 un centre de réfugiés palestiniens. C'est là qu'ont aussi déferlé les vagues de réfugiés de 1974 et de 1978. Vient s'y ajouter une troisième vague. En pénétrant dans la ville, le convoi tombe sur 55 000 à 60 000 Libanais et Palestiniens qui fuient l'avance israélienne. Partis de Tyr et de Sidon au moment de l'attaque du 6 juin, ils sont montés vers Beyrouth, où les Israéliens les ont rattrapés. Ils ont alors poursuivi leur route vers Baalbek, au nord du Liban, en zone syrienne. Quelques-uns passeront en Syrie.

Certains n'ont sur eux que leurs vêtements de nuit. Ils sont hébétés, terrorisés. Misérables parmi les misérables. Ils n'ont rien.

C'est à eux que seront distribués les vivres du premier convoi.

Les avions de l'UNICEF continuent à se poser à Damas. Il faut former d'autres convois, s'arranger pour qu'ils parviennent à destination.

Il existe à Damas un contingent des Nations unies commandé

par le général suédois Stahl, qui a sous ses ordres des officiers supérieurs internationaux, canadiens, autrichiens et polonais. Techniquement compétents, ces militaires de carrière n'ont jamais vu le feu. Ils sont chargés de faire respecter dans le Golan la trêve garantie par les Nations unies depuis 1948. Pauvre trêve. Il y a longtemps que le Golan est annexé et que la garantie des Nations unies n'est plus qu'une clause de style. Mais les soldats de l'ONU sont toujours là, à Damas.

Avec l'aide du représentant de l'ONU, Thompson, je contacte le général Stahl. Je lui demande de mettre à la disposition de l'UNICEF ses véhicules et ses hommes. Un convoi pris en charge par les soldats de l'ONU et escorté, dès son arrivée au Liban, par l'armée libanaise, n'aura aucun mal à entrer à Beyrouth.

Le général comprend l'urgence de ma demande. Mais il hésite à mettre en jeu la vie de ses hommes. Et puis il y a sa mission, la fameuse surveillance de la trêve fantôme de 1948. Il en réfère à New York. Certains, parmi ses officiers, n'ont guère envie de remuer. D'autres, au contraire, comme le colonel Allan et le major Dewolfe, deux officiers supérieurs canadiens, se montrent enthousiastes.

– Nous avons depuis quinze ans une mission humanitaire, disent-il au général. Cette mission n'a pas servi à grand-chose. Aujourd'hui, nous avons enfin l'occasion de nous montrer utiles et de sauver des vies. En plus, le drapeau des Nations unies nous couvrira. Les risques sont minces.

Le général se rend à ces arguments. Avec l'accord de New York, il accepte de former le second convoi de l'UNICEF, qui quitte Damas le 22 juin, à 5 heures du matin. Le spectacle de ces énormes camions arborant tous le fanion de l'ONU et remplis de vivres est impressionnant.

J'ai prévenu Beyrouth de leur départ. En m'envolant pour la Turquie, j'ai laissé à Beyrouth Est mon ami Anderson, un Suédois d'une quarantaine d'années en poste depuis longtemps au Liban. Il a été, dès 1975, le premier coordinateur de l'aide aux Libanais. Il a conçu et exécuté tous les plans de reconstruction du pays, depuis la banlieue de la capitale jusqu'à la frontière israélienne. C'est un homme très calme, très maître de lui. Excellent organisateur, il a été chargé par New York, lorsque la situation à Beyrouth a été

BEYROUTH

jugée intolérable, d'évacuer le personnel des Nations unies. Basé à Beyrouth Est, occupé par les Israéliens, il s'est tout de suite mis au travail, entamant la reconstruction de ce qui a été détruit pendant les huit premiers jours de la guerre. Depuis mon départ, il est le patron du bureau de l'UNICEF à Beyrouth et coordonne l'action de ceux qui sont restés dans la partie assiégée de la ville. C'est lui qui, en compagnie de l'armée libanaise, se porte à la rencontre, à la frontière libano-syrienne, du convoi conduit par les hommes du général Stahl. Il assure son entrée à Beyrouth et commence aussitôt à distribuer les vivres à la population.

Tout marche bien. A Damas, je réceptionne les avions affrétés par l'UNICEF ou d'autres organisations dépendant de l'ONU. La Croix-Rouge internationale, elle aussi, a mis son dispositif en branle. Un troisième convoi, privé celui-là, prend la route, puis un quatrième, sous la protection des soldats des Nations unies. Il sera le seul à avoir quelques ennuis. En entrant à Beyrouth, il est pris sous le feu de batteries non identifiées. Personne ne sera touché.

Le bureau de l'UNICEF à Damas est minuscule. Nous travaillons à quinze dans une pièce de 20 mètres carrés. Téléphone, télégrammes. Des visiteurs de toutes provenances, médecins, diplomates, journalistes, volontaires, viennent aux nouvelles. Ce bureau exigü est devenu un véritable centre d'informations. Des hommes accourus du monde entier pour aider les Libanais et les Palestiniens nous demandent conseil. Nous les renseignons sur la façon de quitter Damas, de passer les lignes et d'entrer à Beyrouth.

L'improvisation du début a fait place à une organisation efficace. Les avions se posent, les volontaires s'en vont, les convois partent. Le bureau de Damas n'a plus réellement besoin de moi. Quant à moi, j'ai besoin d'être sur place, à Beyrouth, avec ceux qui font tout ce qui est en leur pouvoir pour soulager la souffrance et l'angoisse des hommes, des femmes et des enfants victimes de la guerre. Je ne peux plus rester à l'arrière, dans l'hôtel confortable où je dors quand je peux.

Le 5 juillet, je quitte Damas pour le Liban.

Je pars dans une des Peugeot de l'UNICEF, en compagnie d'Alain Ménargues, journaliste à France-Inter qui veut, lui aussi, pénétrer dans la capitale libanaise. Nous arrivons sans encombre à Choura. Maynard loue un taxi. Je reste dans ma voiture et nous nous engageons en convoi dans la montagne. Après avoir franchi le col de Dar el-Beida, nous débouchons sur la ligne de front entre Israéliens, Palestiniens et Syriens. La route est barrée, les lignes sont minées. Nous reprenons le chemin de la montagne, par une petite piste qui, contournant les champs de mines, nous mène à Bhamdoum, ville où Chrétiens et Druzes s'affrontent encore aujourd'hui.

Nous sommes à la lisière de la partie du Liban occupée par l'armée israélienne. Barrage, contrôles. Un jeune soldat israélien, un adolescent très beau et très méfiant, nous refuse le passage. J'exhibe mon passeport des Nations unies. Le soldat n'y jette même pas un coup d'œil.

- On ne passe pas.

Je fais un pas vers lui. Il me repousse avec brutalité, pointe vers moi le canon de son arme. Je lui dis :

- Laissez-moi parler à votre officier.

- Mon officier, c'est mon fusil.

Il me pousse sans ménagement vers ma voiture. Le canon de

BEYROUTH

son arme plaqué contre sa hanche, le doigt sur la détente, il m'ordonne de faire demi-tour.

C'est la première fois que je suis brutalisé par un soldat israélien. Ce sera aussi la dernière. Je sais qu'il vaut mieux s'incliner. Les Syriens sont à 300 mètres. Le jeune soldat a peur. Tous ceux qui s'approchent un peu trop de son fusil, passeport de l'ONU ou pas, sont pour lui des ennemis. Il n'hésitera pas à tirer sur moi si je renouvelle ma tentative.

Il est 9 heures du matin. Nous roulons depuis six heures. Alain Ménargues décide d'essayer de passer les lignes en fraude. Nous nous séparons. Je repars vers Chtaura. De là je gagne Baalbek puis Homs, en Syrie. Débouchant sur la côte méditerranéenne, je descends sur Beyrouth via Tripoli. Je traverse les lignes israéliennes en zone chrétienne. Personne ne me demande rien. C'est un des petits côtés déroutants de la guerre. Un soldat vous laisse passer, un autre vous menace d'une balle dans le ventre. Il n'y a pas d'autre explication que la peur. Celle du jeune soldat de Bhamdoum m'a fait faire un détour de 500 kilomètres. J'arrive à Beyrouth à 5 heures du soir, après neuf heures de voyage, alors que Damas, à vol d'oiseau, n'est qu'à 50 kilomètres de la capitale libanaise.

A Beyrouth Est, dans l'hôtel où je m'installe et où je partage une chambre avec un ami, je retrouve Alain Ménargues qui a réussi à franchir les lignes avec son taxi. J'y retrouve aussi Anderson. Le lendemain 6 juillet, nous apprenons que Jim Grant, qui a succédé à Henry Labouisse à la tête de l'UNICEF, a décidé de venir se rendre compte sur place de la situation. Anderson et moi tombons d'accord : ce n'est pas le moment. Le siège de Beyrouth Ouest est de plus en plus dur, de plus en plus meurtrier. Tout peut arriver. Nous télégraphions à Grant : « Attendez quelques jours. » Il répond : « Je serai à Damas le 8. »

Je me dois d'aller l'accueillir. Je repars donc pour Damas, par la grande route cette fois. Les Israéliens me laissent passer. Arrivé à Damas, j'apprends que Grant arrive avec un avion de matériel de l'UNDRO que je ferai distribuer à Baalbek, aux réfugiés libanais.

Jim Grant n'est pas un bureaucrate. C'est un homme de terrain, un homme de front, un humaniste pragmatique qui veut

voir de près ce qui se passe. La guerre le fascine et l'horrifie. Comme moi. Il a, comme nous, « l'esprit UNICEF ». Ce qui l'intéresse en premier lieu, c'est ce qui se passera après la guerre. S'il veut se rendre compte de l'étendue du désastre, c'est pour évaluer ce qu'il faudra faire par la suite pour reconstruire ce qui aura été détruit.

Après l'avoir accueilli à sa descente d'avion, je l'emmène à Beyrouth Est, où nous arrivons à 8 heures du soir. Il prend aussitôt les contacts qu'il estime devoir prendre. Il téléphone un peu partout, rencontre l'ambassadeur des États-Unis. Affirmer la présence de l'UNICEF sur le terrain : c'est son rôle. C'est aussi le mien.

Le lendemain matin, à 9 heures, départ pour Beyrouth Ouest dans trois voitures. Dans la première, qui a reçu trois éclats d'obus dans le capot en venant nous chercher, prennent place Grant et deux journalistes américains. Je roule derrière eux dans une Peugeot 504 conduite par un chauffeur dont la famille habite à Beyrouth Ouest. Il emporte à son intention des galettes de pain, des légumes frais et des pois chiches. Nous passons par le port, barré par les Israéliens. Contrôle, vérification d'identité. Les soldats examinent nos passeports. Mais ils s'occupent surtout de mon chauffeur et de son chargement. Chargement inoffensif, destiné simplement à nourrir quelques personnes. Un soldat fouille ma voiture, en extirpe le pain, les légumes et les pois chiches.

- C'est pour ma mère, dit le chauffeur.

- C'est interdit.

L'ambiance est tendue. A 500 mètres de là, les forces progressistes libano-palestiniennes pointent leurs canons vers les Israéliens. Entre les contingents adverses, le no man's land. Le chauffeur insiste.

- Ma famille n'a rien à manger.

Il change de registre, se tourne vers moi.

- Ce sont des vivres pour le docteur.

Les Israéliens ne l'écoutent pas.

- La ville est assiégée. Rien ne doit y pénétrer.

Puis, désignant l'extrémité du quai :

- Balancez tout ça à la mer.

BEYROUTH

Le chauffeur hésite, essaie encore d'amadouer les soldats. Rien à faire. Devant nous, devant Grant qui prend des photos de la scène, ils obligent le chauffeur à jeter ses provisions dans les eaux du port. Les journalistes américains regardent. Eux aussi sont témoins de cette rigueur absurde, insupportable.

Nous pénétrons dans Beyrouth Ouest. Après une visite au bureau de l'UNICEF, je gagne mon appartement. La marine israélienne a bombardé mon quartier avec des obus de 40 mm. Mon immeuble en a reçu 14. L'un d'eux est entré dans mon appartement, moitié dans la cuisine, moitié dans le salon. Tout ce qui était fragile est en miettes. Le fauteuil où j'avais coutume de m'asseoir pour me reposer est déchiqueté.

Je ne m'attarde pas. Toute la journée, Grant et moi parcourons la ville mutilée que j'ai connue jadis animée et riante. Nous rencontrons le président du Conseil libanais qui assiste, impuissant, au calvaire de son pays. Visites aux orphelinats, aux hôpitaux. Des hommes, des femmes, des enfants blessés, amputés, brûlés au phosphore. Les grands brûlés hurlent à la mort. Et puis ils meurent.

Le soir, nous regagnons Beyrouth Est. Nous serons ainsi « aux premières loges » pour assister à un des grands bombardements, celui de la nuit du 9 juillet.

Le 10, nous prenons la route pour Tyr et Sidon, occupées par l'armée israélienne. Contrairement à ce qu'on affirme, les deux villes sont démolies. Même programme que la veille. Nous visitons des orphelinats, des hôpitaux, des camps. Tout est en ruine.

Grant a vu ce qu'il voulait voir. Son voyage d'information terminé, il gagne Israël et, de là, s'envole pour New York. Quant à moi, je remonte à Beyrouth Est. Mais ma décision est prise. Ce que j'ai vu m'a édifié. Je ne veux plus rester dans l'amphithéâtre, « sur les gradins », pendant que les bombes tombent, que les maisons brûlent et que les hommes meurent. A Beyrouth Est, l'indispensable Anderson fait magnifiquement son travail. Il tient son rôle, il est à sa place. Je dois être à la mienne : à Beyrouth Ouest, avec les assiégés, avec ceux que j'ai laissés le 6 juin et qui ont, depuis, connu le pire.

Ce sera pour le 14 juillet. Je repasse d'abord par Damas pour boucler mes valises et y organiser le bureau de l'UNICEF qui continuera à tourner sans moi. Retour ensuite sur Beyrouth. Je passe à l'Ouest sans problème. Des amis mettent à ma disposition un appartement en plein centre de la ville. Le travail commence tout de suite.

Le siège est de plus en plus violent. Murs éventrés, gravats jonchant les rues. Les blessés, les morts, les cris, la panique chaque fois qu'un obus tombe. La marine bombarde, les chars et l'artillerie bombardent, les avions bombardent. On a l'impression qu'ils tirent dans le tas, sans discernement, sans choisir leurs cibles. A moins que certains obus n'aient au contraire une destination bien précise. C'est ainsi que les journalistes présents à Beyrouth Ouest pendant les deux grandes journées de bombardements du 1^{er} et du 4 août auront l'impression d'être, eux aussi, visés. Les hôtels où ils logent, le fameux hôtel Comodore, qui se trouve à 100 mètres de l'endroit où j'habite, et l'hôtel Bristol, à 200 mètres de l'autre côté, seront touchés.

Fumées rouges, fumées blanches, fumées noires. C'est ce qu'on voit la nuit. Les lueurs éclairent la ville comme en plein jour. Il faut s'affairer du matin au soir et du soir au matin, être partout à la fois. Travailler à l'Ouest, mais passer aussi à l'Est pour essayer

BEYROUTH

de faire tourner les bureaux, coordonner mon action avec celle d'Anderson, recevoir des télégrammes, en envoyer. Je franchis les lignes sans cesse. Les *morabitoun*, les gauchistes libanais, ne font aucune difficulté. Les Israéliens non plus, du moins pas à moi. Ils ne se demandent pas pourquoi je quitte le matin le Secteur ouest de Beyrouth avec quelques litres d'essence dans le réservoir de ma Chevrolet alors que quelques heures plus tard, lorsque je me présente de nouveau au contrôle, le réservoir est plein. 45 litres d'essence, c'est un bénéfice appréciable : avec 45 litres, on peut faire tourner un groupe électrogène toute la journée.

Ces groupes électrogènes actionnent des pompes à eau. Car il faut pomper sans arrêt, partout où c'est possible. Le grand problème de Beyrouth assiégé, c'est l'eau.

L'eau et les ordures, que personne ne ramasse. Elles s'entassent dans les rues, sous la chaleur. Les morts, on les enterre. Mais les ordures, elles, pourrissent sur place. 40 °C à l'ombre, des décharges sur les trottoirs, pas une goutte d'eau dans les toilettes. Toutes les conditions sont réunies pour qu'une épidémie de typhoïde ou de choléra vienne s'ajouter aux ravages de la guerre. La ville a encore de quoi nourrir ses habitants. Même si les Israéliens ont organisé le blocus de Beyrouth Ouest et empêchent la plupart des convois de la Croix-Rouge internationale – formés par mon ami John de Salis, un Canadien d'une quarantaine d'années doté d'un courage étonnant – de franchir les lignes, le siège est encore trop récent pour que les vivres soient épuisés. Mais il y a, en plus de la terreur, en plus de l'angoisse, la puanteur, la soif, et les risques d'une hécatombe épidémique.

Je peux dire que l'UNICEF, tout au long de ces journées et de ces nuits terribles, a rempli son rôle. Du 14 juillet au 6 août, l'UNICEF, à Beyrouth Ouest, se compose d'une dizaine de personnes qui, toutes, ont refusé de quitter la ville assiégée. Parmi ces hommes et ces femmes, il y a Raymond Naïmy, il y a Gena Hlass. A trois, nous allons nous partager la tâche. Je serai le « porte-voix », le « manager »; Naïmy sera l'ingénieur et Gena Hlass sera l'animatrice, une messagère infatigable, insensible à la peur et au découragement. Sans Gena, sans Naïmy, rien n'aurait été possible. A eux deux, ils ont sans doute sauvé des centaines de vies.

La situation est très simple : les neuf dixièmes de la distribution d'eau de Beyrouth Ouest sont commandés par une vanne située à Achrafieh, qui se trouve à l'est, sous contrôle israélien. Pour hâter l'issue du siège, les Israéliens ont fermé la vanne. Ils ont donc délibérément coupé l'eau. Ils refusent de le reconnaître. Mais les faits sont là.

Il nous faut mener une guerre sur deux fronts : en premier lieu, trouver de l'eau de toute urgence, pomper tout ce qu'il est possible de pomper. En deuxième lieu, obtenir la réouverture de la vanne.

Le premier front sera occupé par Naïmy et Gena Hlass. Libanais d'origine chrétienne, marié à une Saoudienne. Naïmy a trente-cinq ans. Ingénieur national de l'UNICEF, il est connu de tous les habitants de Beyrouth. Il aurait pu « faire carrière », gagner largement sa vie. Il a préféré mettre sa compétence au service des autres. L'argent ne l'intéresse pas, le prestige le laisse froid. Pour lui, il n'y a aucune différence entre un chrétien et un musulman, un Druze ou un Chiite, un Libanais ou un Palestinien. Riches ou pauvres, les hommes, les femmes et les enfants coincés comme des rats dans Beyrouth Ouest ont besoin de son aide. Il n'y a que cela qui compte.

Pendant des jours, pendant des nuits, il va tout faire pour que l'eau jaillisse du ventre de la ville. L'eau, c'est sa spécialité. Courant dans Beyrouth assiégé, il creuse des puits ou pompe l'eau des puits existants avec des groupes électrogènes ou des moto-pompes.

Creuser, pomper, monter cette eau malsaine et chaude sur les toits des immeubles et, de là, la redistribuer grâce à des tuyaux aux habitants qui viennent en remplir leurs bidons. Tel est le travail salutaire de Naïmy. Il s'occupe aussi de faire collecter les ordures et de les brûler. Mais il est avant tout l'homme qui sait aspirer l'eau, celui grâce à qui « la miséricorde de Dieu » n'est pas encore tout à fait un vain mot.

Il est aidé dans sa tâche par des centaines d'hommes de bonne volonté, une foule de petits entrepreneurs de Beyrouth, Palestiniens pour la plupart, qui ont des moyens de pompage. Ces dirigeants de toutes petites sociétés, comme on en trouve dans certains vieux quartiers de Paris, nous demandent, en échange de

BEYROUTH

leur coopération, de leur permettre de vivre. Nous les payons pour leur travail, nous louons ou achetons leur matériel. Rien de plus normal. Mais ils sont avant tout poussés par le désir de mettre leur technique au service de la population, de contribuer au sauvetage de la ville. J'ai laissé à Naïmy toute liberté pour les contacter et traiter avec eux. L'UNICEF paye, comme il a payé les chauffeurs de camions partis de Damas, comme il paye la nourriture qu'on trouve encore sur les marchés et les aliments pour enfants qu'il est possible de se procurer dans certains magasins. Les vivres existent ; je l'ai dit. Mais la ville vit au ralenti, dans la terreur, dans l'hébétude, et se vide de sa substance. Le pouvoir d'achat de la population se réduit chaque jour un peu plus. Avec l'aide des organisations volontaires libanaises, du Croissant-Rouge palestinien, par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales de toutes nationalités, nous redistribuons aux habitants les aliments qu'ils ne peuvent plus acheter.

Distribution de nourriture, pompage de l'eau, destruction des ordures. Nous sommes donc trois pour coordonner tout cela.

Sans le courage et l'énergie de Gena Hlass, cette coordination aurait été impossible. Secrétaire du bureau de l'UNICEF après avoir été celle de l'ambassade de Grande-Bretagne, Gena est palestinienne. Elle a refusé de quitter Beyrouth Ouest. Le siège, les bombardements, l'angoisse, elle les vit dans sa chair. Pendant ces trois semaines, elle ne va pas se reposer une minute. Elle est le centre du bureau, sa plaque tournante. C'est elle qui reçoit tout le monde, qui téléphone, qui réceptionne et envoie les messages. Surtout, c'est elle qui permet à Naïmy de poursuivre sa mission, qui sert de contact entre lui et les entrepreneurs palestiniens, cette foule de « sous-ingénieurs » qu'elle anime, encourage et renseigne. Elle est partout à la fois. Si Naïmy est coincé dans une partie de la ville, elle est à l'autre bout, à rameuter les gens qui pourront lui fournir la motopompe ou le groupe électrogène dont il a besoin. Elle se déplace comme elle peut, à pied, en auto-stop. Nuit et jour, elle marche. Elle court d'un quartier à un autre. Elle dit : « Il nous faut une motopompe d'urgence. Le docteur paiera. » Puis elle repart. Si je suis le « manager », si Raymond Naïmy est le « penseur » de notre action, elle en est le bras, l'exécuteur indispensable.

Ainsi vivons-nous. Nous dormons où nous pouvons quand nous n'avons pas le temps de regagner nos logements, nous mangeons quand nous en avons la possibilité. La guerre est partout. Elle est aussi dans nos esprits et dans nos cœurs. Nous la faisons à notre échelle, Gena aux quatre coins de la ville, Naïmy autour des puits, moi sur le front diplomatique.

Malgré Naïmy qui s'épuise à la tâche, l'eau manque cruellement. Il faut absolument faire rouvrir la vanne d'Achrafieh. C'est le seul moyen d'éviter la catastrophe. Mais je ne peux pas le faire seul. J'ai besoin de l'aide des Nations unies et de l'appui de la presse.

J'accuse officiellement les Israéliens de violer les conventions de Genève en privant d'eau et de vivres la population civile. J'en réfère au siège de l'UNICEF, qui en informe le secrétaire général des Nations unies. Le Conseil de sécurité est saisi. Les Israéliens nient.

Ils mentent. Pour le prouver, je mobilise une trentaine de journalistes assiégés comme moi dans Beyrouth Ouest. Je leur montre les réservoirs vides. J'en emmène quelques-uns à Beyrouth Est, jusqu'à la vanne d'Achrafieh, pour qu'ils se rendent compte par eux-mêmes de la véracité de ce que j'avance.

Ils sont convaincus : cinq soldats israéliens gardent la vanne et empêchent sa réouverture.

Une journaliste du quotidien de Baltimore, qui est restée à l'Ouest, vient m'interviewer.

– Est-ce que ce que vous affirmez est vrai?

Je réponds :

– Je ne parle jamais que de ce que j'ai vu et de ce que j'ai vécu. Je vous certifie que ce sont les Israéliens qui ont coupé l'eau.

– Dans deux heures, dit-elle, je serai à Jérusalem. J'interrogerai les responsables. Et je vous préviens que je vérifierai vos informations.

– Faites-le. Et précisez bien que c'est de moi, Remy, directeur régional de l'UNICEF, que vous les tenez.

Elle part pour Jérusalem, interroge de hautes personnalités israéliennes. Démenti catégorique.

– C'est faux. Nous n'avons jamais coupé l'eau à Beyrouth.

BEYROUTH

La journaliste insiste. Au bout de deux heures, elle obtient un démenti du démenti.

– C'est vrai. Nous avons fermé la vanne d'Achrafieh.

La nouvelle est aussitôt publiée. Entre-temps, j'ai donné vingt interviews aux plus grands journaux et aux grandes chaînes de télévision du monde. Je n'ai qu'un seul but, une seule hantise : que l'eau arrive.

Elle n'arrive pas tout de suite. Le 1^{er} août, un dimanche, à 4 heures du matin, l'aviation, la marine et l'artillerie israéliennes bombardent de nouveau la ville. Il faut sortir en toute hâte du bureau de l'UNICEF, courir, s'aplatir, dans le caniveau avec la peur, l'ignoble peur dans l'estomac. Sur leurs navires, dans leurs avions, devant leurs pièces d'artillerie ou dans leurs chars, des hommes tirent. Ils voient leurs obus exploser, les maisons s'écrouler, les hommes, les femmes, les enfants mourir. Ils ont des enfants, ils ont été enfants eux-mêmes.

Le bombardement cesse à 10 heures du soir. Deux jours plus tard, le 3 août, la vanne d'Achrafieh est enfin ouverte. Nous avons gagné. L'eau se déverse dans Beyrouth. Mais les canalisations sont en miettes. L'eau gicle de toutes parts. Elle sort des trous béants et des canalisations éventrées, elle coule dans les rues, inonde les trottoirs. Les femmes viennent y laver leur linge, les enfants s'y plongent, remplissent des bidons.

Malgré cela, il n'y aura pas d'épidémies.

Le lendemain, 4 août, nouveau bombardement. Comme celui du 1^{er}, il commence à quatre heures du matin. Mon immeuble est pris sous le feu. Je passe trois heures dans la cage d'escalier, entouré des femmes et des enfants qui hurlent. Les obus sifflent en passant, explosent tout près de nous. De nouveau la peur, la terreur, la certitude que le prochain coup sera pour nous, qu'il n'y a rien à faire.

La guerre devient sans pitié. Le 5, je reçois un câble de New York me demandant de venir rendre compte de mon action et de faire un rapport sur la situation. Il n'est plus très facile de franchir les lignes : les assiégés les ont minées.

Mon ami John de Salis, qui doit se rendre au-devant d'un convoi de la Croix-Rouge que les Israéliens laisseront d'ailleurs entrer, me propose de passer avec lui à Beyrouth Est par la galerie Selhman.

40 000 ENFANTS PAR JOUR

Conduite par mon chauffeur, ma voiture se place derrière la sienne, où je prends place avec lui. Le fanion de la Croix-Rouge ne peut rien contre les mines. Mais les feddayins, si. Encadrant nos véhicules, ils courent devant nous en zigzaguant pour nous montrer les endroits minés et nous frayer un chemin.

Ce slalom dure deux heures. Courbés devant notre capot, les feddayins courent toujours. Un pas de trop et ils sautent avec nous. Enfin ils nous disent : « C'est fini. » Nous sommes en face des Israéliens.

C'est alors que la peur, rétrospective, me submerge. La peur et aussi tout ce que j'ai vécu depuis le 14 juillet : la colère, l'angoisse, la révolte, la fatigue accumulées. Je m'effondre.

Le même jour, à 6 heures du soir, je suis à Damas. Je m'envole pour Paris le lendemain à 8 heures. Le 9, je prends un avion pour New York où, le 10, je rends compte de la situation telle que je l'ai laissée, en séance publique, au cours d'une réunion exceptionnelle du Conseil d'administration de l'UNICEF. Anderson, lui aussi, est là. Nous parlons l'un après l'autre : lui de la reconstruction de Beyrouth Est, moi de la destruction de Beyrouth Ouest.

Ensuite, dix jours de repos. Entre-temps, les combats à Beyrouth ont cessé. La Force multinationale franco-américano-italienne assure la sécurité dans la ville et procède à l'évacuation des combattants palestiniens. Une chose positive : leur élimination physique a été évitée.

Je trouve, en regagnant mon poste, une atmosphère singulière. Comme si, les armes s'étant tues, il vous manquait quelque chose, comme si le silence avait quelque chose d'incongru.

Et c'est dans ce silence, de façon feutrée, presque furtive, que va se produire l'indicible.

La Force multinationale quitte Beyrouth. Elle ne reviendra qu'une fois l'irréparable commis.

Mercredi 16 septembre. Des tueurs pénètrent sans difficulté, de nuit, dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila.

Personne ne se doute tout d'abord de ce qui se passe. Certains

ferment les yeux. On ne doit rien savoir. Tout doit se faire vite, avec diligence et efficacité.

Mais les bruits courent, ils s'amplifient. Le monde ne tarde pas à apprendre ce qui a lieu là-bas, à Sabra et Chatila.

Toute la journée de jeudi, les massacres se poursuivent. Le jeudi soir, Gena me confirme la nouvelle.

– Ils tuent tout le monde, femmes et enfants compris.

– J'y vais.

– N'y allez pas. Ils vous tueront.

Elle ne parle pas à la légère. Tout le monde, à Beyrouth, sait où vont mes sympathies. Quant à moi, je sais qui a programmé l'horreur, qui a attisé la haine. Cette haine qui se déchaîne encore le lendemain vendredi et jusqu'au samedi matin, elle a été couvée, entretenue, orientée. Je sais d'où elle vient, je sais qui l'a aidée à se donner libre cours. Je ne le dirai pas, mais je le sais.

Je n'entre à Sabra et Chatila que le samedi matin. Il y a des cadavres partout, dans les rues, entassés là où on les a abattus, gonflés, prêts à éclater, rendus obèses par la mort. On commence à les enterrer au bulldozer. On les pousse vers des fosses. La chaleur, les mouches, l'odeur pestilentielle, l'hébétude, l'horreur des survivants. Nous voyons tout cela, Gena, Naïmy et moi.

En l'occurrence, nous sommes l'UNICEF. L'UNICEF présent, actif, terriblement actif, et témoin.

La vie doit reprendre. Gena, Naïmy et moi travaillons au milieu des ruines, au milieu des morts, pour donner à ceux qui restent ce que nous pouvons et ce que nous devons leur donner de toute urgence : l'eau.

Quelques jours plus tard, la Force multinationale débarque de nouveau à Beyrouth. Je prends contact avec le commandant du contingent français. A ma demande, appuyée par l'ambassadeur de France, les parachutistes se déploient dans Sabra et Chatila. Ils sont calmes, courageux, rassurants. Ils ne peuvent apporter aux hommes, aux femmes et aux enfants traumatisés par l'horreur absolue, qu'une présence amie, un début de sécurité. Eux aussi se mettent aussitôt au travail, commençant à déminer les décombres, à désamorcer les grenades placées dans les maisons, à vérifier les bombes et les obus qui n'ont pas explosé.

C'est fini. Il faut survivre malgré tout. Ce terme « survivre », j'ai appris son importance il y a bientôt quarante ans, en Allemagne et dans les couloirs de l'hôpital de Nancy. Il m'a poursuivi comme une obsession au Maroc, en Afrique noire, à New York, au Vietnam puis sous les bombes, ici, au Liban.

Survivre pour pouvoir vivre dans la dignité; ne plus jamais avoir à tendre la main, assumer son existence. J'ai essayé, tout au long de ma vie, d'aider les hommes et les femmes du tiers monde à réussir cette rude entreprise, de faire en sorte que la vie de leurs enfants et celle des enfants de leurs enfants soit sauvegardée.

A présent il est temps, alors que la boucle est bouclée, alors que j'ai revécu à quarante ans d'intervalle des scènes de folie et d'abjection, de laisser des yeux neufs et des esprits apaisés prendre la relève.

A la fin du mois d'octobre, après avoir remis en route tous les services, je demande l'autorisation de quitter le Liban. Je m'en vais le 28.

Je n'ai pas demandé d'autre poste. L'action que j'ai menée pendant tant d'années avec tous ceux que j'ai rencontrés et avec qui j'ai collaboré pour que la dignité l'emporte sur la résignation, je la mènerai désormais d'une autre façon.

Le travail demeure immense. Le sous-développement reste le

40 000 ENFANTS PAR JOUR

fléau du monde. Des milliers d'enfants, tous les jours, continuent à mourir. « L'urgence silencieuse » est toujours aussi pressante, aussi dramatique. Il faut continuer.

Je continue, à ma manière.

Mais il revient à d'autres hommes d'incarner à leur tour, sur tous les continents, la doctrine de l'UNICEF.

POSTFACE

BLANK

PAGE

202

Pourquoi ce livre ?

Au cours de l'été 1982, le Comité français pour le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (FISE-UNICEF) reçut mission de M. James Grant, directeur général de l'UNICEF, de rechercher un éditeur français susceptible d'éditer, à destination du public francophone, le rapport annuel sur l'« État des enfants dans le monde » qui, depuis 1980, est lancé par l'UNICEF au cours du mois de décembre de chaque année.

Approché par M. Daniel Baudart, chargé des questions d'Information et de Communication au Comité français pour l'UNICEF, M. Robert Laffont – dont la société édite des collections sur des sujets tout à fait contemporains – estima que le rapport annuel sur la situation des enfants dans le monde, malgré son importance, pouvait difficilement donner lieu à une diffusion « grand public ». Sensible à l'action de l'UNICEF, il suggéra de publier, non pas un document de caractère officiel, non pas une histoire de l'UNICEF, mais un livre de témoignage propre à faire connaître les objectifs, les méthodes, les réalisations de l'UNICEF.

Deux rencontres furent organisées en septembre et en décembre 1982 au niveau de la direction générale de l'UNICEF avec

M. Robert Laffont et son équipe; elles conduisirent à un complet accord pour l'édition d'un ouvrage rendant compte de la mission fondamentale qu'assurent, dans plus de cent pays, les hommes et les femmes de l'UNICEF, en liaison avec les responsables et les administrateurs des pays concernés.

Pourquoi l'UNICEF?

Il s'agit là de l'institution internationale la plus connue du public, en dehors de la Croix-Rouge, même si les divers médias ne véhiculent pas constamment son sigle.

Les citoyens des pays développés, comme des pays bénéficiaires des interventions du Fonds des Nations unies pour l'enfance savent que, créée en 1946, cette organisation a reçu des Nations unies la mission passionnante, dans une première phase, de sauver les enfants victimes de la guerre, des phénomènes naturels, de la misère, de la maladie, de la malnutrition et, dans un deuxième temps, de veiller, dans le cadre du développement des pays pauvres, à ce que soient prises les mesures propres à assurer, à relativement court terme, le bien-être des enfants et de leurs mères.

Fondée à l'origine sur les urgences résultant des diverses crises frappant tout ou partie d'une population, la mission de l'UNICEF a tendu à ne plus seulement parer aux conséquences des catastrophes de toutes natures, mais surtout à faire face aux « urgences silencieuses », comme le dit M. James Grant, le directeur général de l'UNICEF. Celles-ci sont la conséquence de la misère des populations et il appartient à l'UNICEF de jeter, avec les responsables des pays concernés et la participation des populations intéressées, les bases d'une marche progressive vers le mieux-être...

Il s'agit d'une tâche immense qu'accomplissent à travers les différentes parties du monde moins de deux mille personnes, dont la plupart ne sont pas des hommes et des femmes de « bureau », mais des gens proches du « terrain ».

Sauf cas exceptionnels, les représentants de l'UNICEF ne font pas eux-mêmes, mais aident leurs interlocuteurs nationaux,

POSTFACE

régionaux et locaux à détecter et à évaluer les besoins, à programmer, à réaliser les actions nécessaires. Ils soutiennent directement, grâce aux moyens collectés par l'institution, la formation des agents, la réalisation de centres de santé, la fourniture de moyens matériels qui permettent de réaliser des actions susceptibles d'être ultérieurement prises en charge par les administrations régionales ou locales et d'être étendues à d'autres zones.

L'UNICEF est la seule organisation de la famille des Nations unies qui traite des aspects sociaux et humains de la politique de développement et agit dans ce domaine. Les fonctionnaires de l'UNICEF ont été les premiers à constater que les politiques engagées avaient fait fausse route, le bénéfice de l'équipement économique, industriel, agricole des pays laissant à l'écart de larges couches des populations et, notamment, les habitants des zones rurales.

Ainsi, le Fonds des Nations unies pour l'enfance a-t-il pris une large part au renversement, au cours des années 1965-1970, des fondements de la politique de développement, en travaillant au plus près des besoins des populations, mettant en avant le recours à des méthodes moins « sophistiquées » et moins coûteuses, permettant de satisfaire un plus grand nombre, tout en associant les futurs bénéficiaires à l'élaboration des demandes et à la réalisation des projets.

La vision d'une femme incapable de nourrir son enfant, d'un enfant mort sous les bombes ou cherchant sa nourriture sur un sol aride frappe l'imagination des téléspectateurs ou des lecteurs de journaux des pays industrialisés; la lente action de détection des besoins d'une région, la mise en place des services nécessaires, la formation des agents qui en sont chargés... ne sont pas au même point « spectaculaires ».

On peut admirer un ouvrage d'art qui facilite les communications entre une capitale et une région du pays concerné, un hôpital réalisé dans un centre urbain, une nouvelle usine; la sensibilisation d'une population, les travaux élémentaires au niveau d'un village – construction d'une école, d'un centre de santé –, le creusement d'un puits, la réalisation d'un canal d'irrigation ou d'évacuation des eaux usées, la plantation de

cultures vivrières, la création d'un atelier artisanal... sont difficiles à montrer et à expliquer.

On comprend clairement le geste du chirurgien ou du médecin « sans frontières » qui soigne un blessé ou un malade; la démarche accomplie par quelqu'un qui s'attache à la « prévention » ne parle pas de la même manière aux yeux de ceux qui n'ont pas assumé ou suivi une pareille tâche.

Ainsi donc, pour illustrer et mieux faire comprendre le déroulement de l'action de l'UNICEF, a-t-il, en fin de compte, été décidé que les multiples interventions de l'UNICEF seraient évoquées à travers le témoignage d'un homme ayant vécu la grande aventure de l'action sur le terrain.

Pourquoi le D^r François Remy ?

Le D^r François Remy, directeur de l'UNICEF pour le Proche-Orient et résidant à Beyrouth, devenu disponible en décembre 1982, avait été désigné par M. James Grant, le directeur général de l'UNICEF, en vue de conseiller les Éditions Robert Laffont pour la préparation du livre en projet.

De son côté, le Comité français pour l'UNICEF avait reçu la tâche de rassembler et fournir la documentation nécessaire.

Désireux de produire un ouvrage qui soit le plus vivant, le plus concret possible, c'est tout naturellement que l'éditeur en est venu à souhaiter que le D^r François Rémy raconte sa propre expérience.

Comme il ne s'agissait pas de tout dire sur l'UNICEF, d'écrire une histoire détaillée des « actes et actions de l'UNICEF », la direction générale de New York a rapidement accepté le parti proposé.

Du point de vue du Comité français, la solution paraissait également bonne. En effet, il assure la mission, depuis sa création en 1964, de faire connaître au public français l'image de l'UNICEF et de le convaincre d'ajouter sa contribution personnelle aux efforts de l'organisation afin de compléter, comme dans tous les principaux pays développés, les ressources fournies par les gouvernements et les autres organisations internationales. La

POSTFACE

présence au premier rang de cette aventure d'un fonctionnaire français était donc une opportunité appréciable.

Médecin des services de la santé publique au Maroc, il a rencontré pour la première fois l'UNICEF à l'occasion de la mise en place des grands programmes de vaccinations lancés par le Fonds des Nations unies pour l'Enfance et l'Organisation mondiale de la santé.

Puis, c'est l'acuité des problèmes nutritionnels et les moyens d'y faire face qui sont devenus sa préoccupation première. Chargé d'une mission au titre de l'organisation de l'alimentation et de l'agriculture, il côtoie de nouveau les hommes de l'UNICEF en Afrique noire.

Chargé de la liaison entre la FAO et l'UNICEF à New York, il devient par la suite responsable du bureau de planification du FISE.

Après quelques années passées au siège, il repart en Afrique du Nord en qualité de représentant de l'UNICEF pour cette région.

Il la quitte avant d'avoir achevé son mandat pour assurer la représentation de l'UNICEF au Vietnam où il put établir les nouvelles bases de coopération entre le gouvernement vietnamien et l'UNICEF.

Appelé ensuite par M. Labouisse, à l'époque directeur général de l'UNICEF, à prendre la direction du bureau de Beyrouth, chargé du Moyen-Orient, il joua dans cette zone un rôle important, non seulement dans le développement des programmes de l'UNICEF permis par la détente entre les différents États de la région, mais surtout il réussit à approcher les responsables des pays producteurs de pétrole et intéresser ces nouveaux dirigeants du monde arabe au soutien des actions de l'ONU et spécialement de l'UNICEF.

Deux considérations militent également en faveur de ce choix.

D'une part, depuis de nombreuses années, le D^r François Remy avait accepté, très amicalement à travers ses différentes missions, de seconder les efforts du Comité français en participant à plusieurs rencontres.

D'autre part, cet administrateur – le plus ancien des Français

servant dans les rangs de l'UNICEF après la disparition du D^r Georges Sicault – était particulièrement représentatif d'une vie ou d'une tranche de vie consacrée à la cause des enfants du monde.

Les situations dans lesquelles le D^r François Remy s'est trouvé illustrent bien les divers aspects de l'intervention de l'UNICEF et de l'évolution très pragmatique de ses axes directeurs.

A travers le récit du D^r François Remy, se trouvent évoqués l'origine de l'UNICEF et le rôle que certains de ses fondateurs ont joué : le D^r Ludwik Rajchmann et M. Maurice Pate. A ces noms, sera associé le souvenir du P^r Robert Debré, personnalité éminente, bien connue de nos concitoyens à de nombreux titres et notamment comme l'un des fondateurs de la pédiatrie moderne. En 1946, le gouvernement français le désigna en qualité de délégué de la France à la conférence qui aboutit à la création de l'UNICEF. Depuis lors, il en suivit de près l'activité, participant à l'adoption de ses choix fondamentaux. Il présida longtemps le Comité mixte Organisation mondiale de la santé/UNICEF chargé d'élaborer en commun les orientations des programmes de santé.

Il en est de même du D^r Georges Sicault, ancien directeur de la santé au Maroc. Celui-ci, en tant que responsable du bureau de Paris de l'UNICEF, fut à l'origine de la création du Comité français pour l'UNICEF. Plus tard, lorsqu'il cessa ses fonctions à New York, où il occupait le poste de directeur général adjoint chargé des programmes, il accepta de venir siéger au conseil d'administration du Comité français. Jusqu'à son décès, il y a deux ans, il fit bénéficier ses collègues de l'association de sa très riche expérience.

Le D^r François Remy ne pouvait citer tous les pionniers de l'organisation ou ceux qui, par la suite, ont particulièrement marqué de leur personnalité l'orientation de son action. Il devait nécessairement se limiter à ceux avec lesquels il eut l'occasion de travailler ou d'être en contact direct. Chacun d'eux a un profil bien typé que l'on trouve chez d'autres de leurs collègues. Ceux-ci ne

POSTFACE

devront pas s'étonner de rester pour le lecteur des personnages anonymes.

Fortement impliqué dans l'action internationale de développement le D^r François Remy se montre, dans ses propos, engagé personnellement dans les débats sur le bien-fondé de certains aspects de développement ou sur l'idéologie qui doit inspirer la politique d'aide au développement.

Les points de vue particuliers qu'il exprime à cet égard n'engagent ni l'UNICEF ni le Comité français qui l'appuie. L'UNICEF travaille avec l'ensemble des gouvernements et ne tient pas compte, dans ses interventions, des engagements idéologiques de ces gouvernements ou des philosophies ou religions pratiquées par les populations qu'il appuie. Aussi bien le personnel de l'UNICEF comprend-il des fonctionnaires appartenant à de nombreuses nations des pays industrialisés et des pays en développement.

Le cadre moral, idéologique, juridique dans lequel s'exécute la mission du Fonds des Nations unies pour l'enfance est constitué par les principes de base de l'organisation des Nations unies et des résolutions prises par la suite par celle-ci en vue de la mise en œuvre de la paix dans le monde, de la promotion et du respect des droits de l'homme, de garantir aux populations le droit d'exercer elles-mêmes leur choix pour un avenir meilleur. S'y ajoutent, bien entendu, toutes les décisions adoptées soit par l'Assemblée générale de l'ONU, ou le Conseil économique et social, ou encore le Conseil d'administration de l'UNICEF concernant spécialement le respect des droits de l'enfant et la protection de sa mère.

Je ne pense pas, quant à moi, que l'avènement de la justice sociale soit conditionné par une révolution politique, ni que les citoyens des pays développés doivent avoir mauvaise conscience pour l'œuvre accomplie par leurs gouvernements dans les pays en voie de développement, avant ou au lendemain de leur accession à l'indépendance. Les nouveaux pouvoirs installés dans les pays devenus autonomes n'ont-ils pas eu pour bases d'action et de travail tout un acquis administratif économique, social. Bien des réalisations étaient faites pour le bien-être de tout ou partie des populations sans arrière-pensée utilitariste chez leurs promoteurs. Continuer à nier ces réalités n'est pas concevable

avec les longues années de recul dont on dispose maintenant.

Il est bon, par contre, de souligner qu'il n'y a pas de solution uniforme, de solution toute faite, à chacun des problèmes posés. Il y a lieu de tenir compte du système politique, de l'influence ou non des confessions, de la tradition, de la géographie, des ressources de base ou de celles qui font défaut.

La grande force du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) est – le D^r François Remy l'a souligné – sa grande souplesse d'intervention. Certes, une planification dans le temps et dans l'espace des actions du Fonds est nécessaire. Dans l'adaptation des programmes par pays, la conduite d'opérations menées simultanément dans divers secteurs du développement, en liaison avec les possibilités souvent plus larges sur le plan de leur technique propre des grandes institutions relevant de la famille des Nations unies (notamment le PNUD, l'OMS, la FAO, l'UNESCO, le HCR...), l'exécution des projets par les responsables des administrations régionales et locales, avec la coopération éventuelle de membres des ONG et l'appui des bureaux de l'UNICEF, sont des atouts d'efficacité considérables. Il faut lutter contre la tendance à la création, au plan international, de solutions types applicables par grands secteurs verticaux, quel que soit le contexte politique, économique et social du pays concerné. Au contraire, doit être développée aussi la capacité d'initiative des représentants du FISE (UNICEF).

Si, dans certains domaines tels que l'information ou la planification, le renforcement de leur « professionnalisme » peut apparaître opportun, cela n'atténue pas la nécessité de les choisir en fonction de leurs qualités humaines. Les quelques centaines d'administrateurs de l'UNICEF doivent être des « hommes » et non des « rouages ».

C'est à ce prix que les objectifs ambitieux proposés par le FISE (UNICEF) pour la fin du siècle pourront être atteints et que, chaque année, l'on parviendra davantage à obtenir une meilleure prise en charge par les populations bénéficiaires de la conduite de leur développement.

POSTFACE

J'exprime le vœu que nombreux soient les lecteurs qui se passionnent pour cette mission vaste, variée, riche, qu'assume le Fonds des Nations unies pour l'enfance et rejoignent ceux qui, dans chaque pays développé et bientôt dans chaque pays en développement, par le canal des Comités nationaux, apportent leur soutien à l'UNICEF, lequel s'appuie également sur de nombreux volontaires des organisations non gouvernementales qui militent pour l'aide au tiers monde.

Je voudrais aussi adresser à M. Robert Laffont et à son entourage, aux chefs de file des Éditions Laffont – Archimbaud, au D^r François Remy qui a accepté de se « livrer » au public, à tous ceux qui ont pris une part dans la préparation et, j'espère, le succès de ce livre, la gratitude du Comité français pour l'UNICEF et de l'UNICEF lui-même.

Yves MALECOT

BLANK PAGE

212

TABLE DES MATIÈRES

<i>AVANT-PROPOS</i>	9
I. FORMATION (<i>Maroc : 1949-1960</i>)	13
II. RENCONTRE AVEC L'UNICEF (<i>Côte-d'Ivoire, New York, Algérie : 1960-1975</i>)	67
III. VIETNAM (<i>1975-1977</i>)	125
IV. BEYROUTH (<i>Juillet 1977-octobre 1982</i>)	169
<i>POSTFACE</i> d'Yves Malecot	201

BLANK

214

U1.1 Remy, Francois
REM 40,000 enfants pour
1983 jour: vivre la
cause de l'Unicef
90001100

~~15/1/84~~ A6
U1.1 Remy, Francois
REM 40,000 enfants pour
1983 jour: vivre la
cause de l'Unicef
90001100

DATE DUE	BORROWER'S NAME	ROOM NUMBER
20/3/84	M. BEYER	A-415
12/5/85	Block, J	
5/12/88	CARAC, S	292

215

Blank

216

*Cet ouvrage a été réalisé sur
Système Cameron
par la SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDOT
Mesnil-sur-l'Estrée
pour les Éditions Robert Laffont
en octobre 1983*

*Imprimé en France
Dépôt légal : novembre 1983
N° d'édition : K 435 - N° d'impression : 0247*

217

Bank

Chez le même éditeur

Robert Hunter

GREENPEACE

L'épopée mondiale du grand
mouvement écologique racontée
par l'un de ses fondateurs

★

Lapeyssonnie

TOUBIB DES TROPIQUES

Une vie au service des peuples
frappés par les épidémies et la guerre

★

Anne-Sophie Tiberghien

MON CŒUR S'APPELLE AMAZONIE

Une jeune femme et sa fille
chez les Indiens de l'Orénoque

★

Alain Rastoin

ASHUANIPÍ

Sur la piste des Indiens
du Québec-Labrador

★

Stéphane Bigo

CRINIÈRES AU VENT INDIEN

7 500 kilomètres à cheval, du Colorado
au Guatemala à travers le Far West
et le Mexique

Couverture : Photo Danois-UNICEF.

219

Beau K

220

Chaque jour, 40 000 enfants meurent, victimes du sous-développement. Dans l'indifférence.

Le sous-développement est le fléau du monde. Ses causes et ses conséquences, la pauvreté, la malnutrition, les grandes épidémio-épidémies font tous les ans plus de victimes que la Première Guerre mondiale.

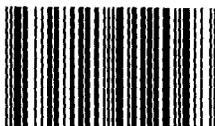
La lutte contre ce fléau est une urgence qui se renouvelle sans cesse. L'UNICEF, ou FISE (Fonds International de Secours à l'Enfance), est né de cette urgence. Depuis sa fondation, en 1946, sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, ses membres sont présents sur tous les « fronts », sur tous les continents, partout où les enfants ont besoin d'eux.

L'UNICEF, ce sont les grandes opérations spectaculaires de secours et d'assistance comme celles que le Fonds a mises sur pied au Biafra, au Bangladesh et au Cambodge, et qui ont permis, sur tous les « points chauds » du globe, de sauver des centaines de milliers d'enfants. Mais l'UNICEF, c'est aussi et surtout un travail de longue haleine ; un travail de formation et de coopération qui vise à amener les habitants du tiers monde à prendre en main leur propre destin, à se passer de l'assistance et de la « charité », à préserver eux-mêmes la vie et l'avenir de leurs enfants.

Depuis bientôt quarante ans, des hommes et des femmes venus des horizons les plus divers agissent dans ce but. François Remy est l'un de ces hommes. Né en 1923, médecin de formation et expert en nutrition, il a été confronté dès le début de sa carrière, au Maroc, alors sous protectorat français, à la réalité du sous-développement. Il a intégré l'UNICEF en 1963. Il y a joué, au cours des vingt dernières années, un rôle prépondérant. Homme de terrain mais aussi homme de réflexion, il a contribué, en Afrique, à New York, au Vietnam puis à Beyrouth, où il a vécu au jour le jour, avec les assiégés, les terribles bombardements de l'été 1982, à faire de l'UNICEF ce qu'il est aujourd'hui : une organisation qui symbolise, pour des centaines de millions d'hommes, ce que les Nations unies ont de plus efficace, de plus généreux et de plus désintéressé.



Sobre et clair, son récit est l'histoire d'un engagement. L'engagement d'un homme qui a mis son énergie, ses connaissances et son talent au service des enfants du monde pour que le sous-développement, cette « urgence silencieuse » dont parle Jim Grant, le directeur général de l'UNICEF, disparaisse un jour de la surface de la terre.



9 782221 012048

2 2 1

83-XI / 68 F

B L A W K